# Tables de l'année 2005

**Au sommaire :**



Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet
(site www.cgt.fr, dans les pages “Publications juridiques” de la rubrique “Kiosque”) :

• la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1990,

• la table alphabétique des matières de chacune des années de 1997 à 2005,

• la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994,
avec téléchargement libre.

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version “papier”
en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

# Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteurs

## Tamar KATZ



## Francis KESSLER



## Valérie LACOSTE-MARY



## Antoine LYON-CAEN



## Pierre LYON-CAEN



## Romain MARIÉ



## Agnès MARTINEL



## Francis MEYER



## Isabelle MEYRAT



## Laurent MILET



## Michel MINÉ



## Pascal MOUSSY



## Sophie NADAL

# Pagination des rubriques du "Droit Ouvrier" 2005

| N° du *Droit Ouvrier* | Mois | Doctrine | Documents | Juris-prudence | Chroniques jurisprudentielles (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 678 | Janvier | 1 à 14 | 15 à 17 | 18 à 37 | 38 (DP) |
| 679 | Février | 41 à 53 | 54 à 57 | 58 à 82 | 83 à 86 (DP) |
| 680 | Mars | 89 à 108 | | 109 à 129 | 130 à 134 (PP) |
| 681 | Avril | 137 à 171 | 172 à 173 | 174 à 183 | |
| 682 | Mai | 185 à 201 | 202 à 211 | 212 à 226 | 227 à 230 (DP) |
| 683 | Juin | 233 à 258 | | 259 à 278 | |
| 684-685 | Juillet-Août | 281 à 375 | | | |
| 686 | Septembre | 377 à 386 | 387 à 394 | 395 à 415 | 416 à 422 (DSE) |
| 687 | Octobre | 425 à 429 | 430 à 434 | 435 à 465 | 466 à 470 (DP) |
| 688 | Novembre | 473 à 477 | | 478 à 506 | 507 à 510 (DP) |
| 689 | Décembre | 513 à 538 | | 539 à 562 | 563 à 566 (DA) |

*(1) DP = Droit pénal du travail*
*DA = Droit administratif du travail*
*DSE = Droit social européen*
*PP = Procédure prud'homale*

# Table alphabétique des matières*

## accidents du travail et maladies professionnelles

### • définition

Fonctionnaires – Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s'il survient à l'occasion d'un acte de la vie courante.



Accident survenu au cours d'une période d'astreinte à domicile – Bénéfice de la présomption d'imputabilité au travail – Preuve que l'intéressé s'était soustrait, pour des motifs personnels, aux obligations de l'astreinte à la charge de l'employeur.



### • procédure

Pathologie auto-immune provoquée par une vaccination obligatoire – Prescription des droits de la victime suspendue tant que le lien de causalité ne lui a pas été révélé – Présomption d'imputabilité au travail admise.



### • protection

Licenciement pour motif personnel – Indemnisation d'un licenciement nul – Accidenté du travail – Indemnités de rupture – Réparation du préjudice – Indemnité spécifique au moins égale à six mois de salaire.



Licenciement pour motif personnel – Salariée accidentée du travail – Reprise du travail en vue d'obtenir un congé destiné à lui permettre de se rendre auprès de ses parents gravement malades – Congé entraînant son licenciement pour irrégularité dans son obtention constitutive d'une faute grave.



Licenciement pour motif personnel – Salarié victime d'un accident du travail – Suspension du contrat de travail pendant l'arrêt de travail consécutif à l'accident – Incidence sur une procédure de licenciement (deux espèces) – 1) Procédure engagée avant l'accident – Lettre de licenciement reçue au cours de la suspension – Licenciement reporté à l'expiration de la période (première espèce) – 2) Procédure disciplinaire engagée pendant la période de suspension – Entretien préalable réalisé au cours de celle-ci – Délai d'un mois pour prendre la sanction prévue à l'article L. 122-41 CT ni interrompu ni suspendu – Ineffectivité de la procédure dès lors que son motif n'est pas une faute grave (deuxième espèce).



Protection dans l'emploi – Inaptitude – Absence de licenciement – Reprise du paiement des salaires au-delà d'un mois – Pouvoirs du juge des référés.



### • réparation

Faute inexcusable de l'employeur – Réparation.

1) Perte ou diminution des possibilités de promotion professionnelle – Preuve à la charge de la victime – Appréciation souveraine des juges du fond.

2) Famille de la victime non décédée – Droit à la réparation de son préjudice dans les termes du droit commun.



Maladies professionnelles – Décès de la victime – Action des ayants droit en reconnaissance de la faute inexcusable et en réparation du préjudice moral – Prescription – Point de départ – Rechute ne faisant pas courir un nouveau délai – Droit d'action éteint par application de la prescription biennale.



Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de la rente fonction de la réduction de la capacité de la victime – Majoration devant suivre l'évolution du taux d'incapacité.



Action de la victime en reconnaissance de la faute inexcusable – Prescription – Point de départ – Date de la cessation du versement des indemnités journalières.



**Doctrine :**

Faute inexcusable : l'assemblée plénière de la Cour de cassation met fin aux rébellions des juges du fond,



Annexe : Accidents du travail – Réparation – Faute inexcusable – Caractère déterminant de la faute – Faute de la victime.



* Les auteurs dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

# assurances sociales

## • assurance vieillesse

Prestations – Egalité de traitement entre les hommes et les femmes – Discrimination suivant le sexe – Possibilité ouverte au droit national par le droit européen.



**Document :**



(voir également : Retraite complémentaire
Sécurité sociale)

# chômage (assurance)

## • allocations

Fraude aux allocations d'aides aux travailleurs privés d'emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée (non).



# comités d'entreprise

## • attributions économiques

Introduction des horaires variables – Nécessité d'une autorisation préalable du Comité – Séance ayant été suspendue suite au départ des élus – Absence d'autorisation – Suspension de la mise en œuvre par l'employeur.



**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Document :**



Droit d'alerte – Droit n'appartenant pas aux comités d'établissement.



Fixation de l'ordre du jour – Nouvelle rédaction de l'article L. 434-3 du Code du travail – Maintien de l'obligation de l'élaboration commune même en présence d'une inscription de plein droit.



Projet ayant une incidence sur les conditions de travail – Consultation du CHSCT – Caractère préalable (oui) – Suspension de la réorganisation.



Usages – Dénonciation – Régularité – Conditions (trois espèces) – Absence d'information individuelle des bénéficiaires – Irrégularité – Maintien du bénéfice de l'usage ordonné en référé – Fixation du congé par le juge (première espèce) – Information du Comité d'entreprise – Dénonciation irrégulière (deuxième et troisième espèces) – Défaut de procès-verbal et d'inscription à l'ordre du jour (deuxième espèce) – Information délivrée aux membres et non à l'institution par voie d'inscription à l'ordre du jour (troisième espèce).

## • clauses spéciales



## • modifications du contrat de travail



# contrat à durée déterminée

## • cas de recours



## • rupture



## • requalification

# conventions et accords collectifs

**Doctrine :**



**Doctrine :**



**Doctrine :**



## • négociation

### Procédure

**Doctrine :**



## • interprétation et application



## • usages et engagements unilatéraux

# droit disciplinaire



## • procédure



# droit pénal du travail

## droit social général



## droit social international et européen

# durée du travail

# élections professionnelles



# entreprises en difficulté

## • assurance des créances salariales



## • procédure



## • licenciement



# entreprises publiques

## • application d'un statut



## • statut et code du travail



# fonctionnaires et agents publics

## • titulaires

# grève

**Doctrine :**



## • protection



## • rémunération



## • services publics



# harcèlement moral



**Doctrine :**



# harcèlement sexuel

# hygiène et sécurité

## • responsabilités

Licenciement pour motif personnel – Mésentente entre le salarié et la fille de l'employeur – Cause réelle et sérieuse – Manquement de l'employeur à l'obligation de sécurité de l'article L. 230-2 CT – Dommages-intérêts.



# inaptitude

Avis d'inaptitude au poste (quatre espèces) – Formalités pour un examen en une seule visite en raison du danger immédiat (première et deuxième espèces) – Conséquence des arrêts maladie postérieurs à la première ou à la seconde visite ayant conduit à l'inaptitude temporaire puis définitive (troisième et quatrième espèces).



**Doctrine :**

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination,



Annexe : Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Convocation à l'entretien préalable antérieure au deuxième examen obligatoire – Licenciement prononcé postérieurement au deuxième examen – Licéité de la rupture (non) – Nullité (non) – Absence de respect de l'obligation de reclassement – Défaut de cause réelle et sérieuse.



Salarié victime d'une maladie professionnelle – Protection dans l'emploi – Inaptitude – Absence de licenciement – Reprise du paiement des salaires au-delà d'un mois – Pouvoirs du juge des référés.



# informatique et libertés

Contrat de travail – Utilisation de la messagerie électronique professionnelle – Fouille par l'employeur – Secret des correspondances – Violation – Sanction disciplinaire injustifiée.



Contrat de travail – Connexion Internet – Utilisation massive pour consultation de sites pornographiques – Abus de confiance – Action civile – Préjudice – Réparation – Atteinte à l'image de marque et à la réputation.



Licenciement pour motif personnel – Cause réelle et sérieuse – Faute grave – Propos antisémites adressés par courrier électronique dans des conditions permettant d'identifier l'employeur (première espèce) – Contrat de travail – Exécution – Utilisation de la messagerie électronique à des fins personnelles – Appel à soutenir José Bové – Sanction disciplinaire – Messagerie couramment utilisée par les salariés à des fins diverses – Tolérance de l'employeur excluant l'exercice du pouvoir disciplinaire (deuxième espèce).



Elections professionnelles – Vote électronique – Possibilité sous conditions.



Libertés individuelles – Contrôle de la durée effective du temps de travail pour l'utilisation d'un système à base de lecture d'empreintes digitales – Traits physiques spécifiques à chaque être humain dont le relevé est susceptible de porter atteinte à la liberté individuelle – Mesure non justifiée par sa finalité et disproportionnée à celle-ci – Inobservation de l'article L. 120-2 du Code du travail – Interdiction.



# inspection du travail

Inspection du travail – Obstacle aux fonctions – Refus de fournir les éléments demandés – Délit constitué – Moment de la prise en compte des faits.

## Plan social

**Doctrine :**



## Nullités

**Doctrine :**



## Sanctions pénales



# licenciement pour motif personnel



## • procédure



## • motifs de licenciement

**Doctrine :**



**Doctrine :**

# médecine du travail



# mutuelles d'entreprises

## • complémentaire maladie



# protection des représentants du personnel

## • étendue de la protection



## • procédure

# sécurité sociale

## • régime général



## • contentieux



(voir également Assurances sociales)

# syndicats professionnels

## • fonctionnement - activités



## • discrimination



## • action en justice

(voir également
Conseil de prud'hommes)

# Usages et engagements unilatéraux

# Table chronologique de la jurisprudence

**(les décisions en italique n'ont été publiées qu'en extraits)**

| Date | Juridiction | Nom des parties | Page |
|---|---|---|---|

## 1995

### MAI

| | | | |
|---|---|---|---|
| 09/05/95 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Landry c/ Boquillon | 149 |

## 1998

### OCTOBRE

| | | | |
|---|---|---|---|
| 20/10/98 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Courcelles et a. c/ CRAMA | 158 |

## 2000

### MAI

| | | | |
|---|---|---|---|
| 30/05/00 | C. Cass. (Ch. Soc.) | T. c/ De Percin et autres | 16 |
| 30/05/00 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Lecoeur c/ Canon France | 159 |

## 2001

### MAI

| | | | |
|---|---|---|---|
| 16/05/01 | CP du Puy-en-Velay (Industrie-Départage) | Montchalin c/ Billard | 126 |

## 2002

### JANVIER

| | | | |
|---|---|---|---|
| 08/01/02 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Pruleau c/ Sté Leroy et a. | 160 |

### MAI

| | | | |
|---|---|---|---|
| 02/05/02 | TGI de Vesoul (Ch. Corr.) | Vuillemot et UD CGT c/ Gérard L. et José H. | 217 |

### JUILLET

| | | | |
|---|---|---|---|
| 02/07/02 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Saucier c/ Fidal | 157 |

### DÉCEMBRE

| | | | |
|---|---|---|---|
| 09/12/02 | CP de Grenoble (Industrie - Départage) | Arrete c/ Rhoda Intermédiaires | 407 |

# Table des sommaires d'arrêts de la Cour de Cassation

Publiés en pages 3 et 4 de la couverture de chaque mois.
Résumés par **Marie-France Bied-Charreton** et **Arnaud de Senga**

*28 janvier 2005 Ass. Plén.* **ACCIDENT DU TRAVAIL, SALARIÉ VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, LICENCIEMENT, SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL, LETTRE EXPÉDIÉE AVANT L'ACCIDENT ET REÇUE APRÈS, EFFET.**

- *Rejet, X c/ Société Synthron, pourvoi n° 01-45.924 [P+B+R+I] - DO février 2005-2*

*19 janvier 2005 Soc.* **ACCIDENT DU TRAVAIL, SALARIÉ VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, LICENCIEMENT, DÉLAI D'UN MOIS SUIVANT L'ENTRETIEN PRÉALABLE, APPLICATION, EFFET.**

- *X c/ Association Vacances PTT Cap d'Agde, pourvoi n° 02-40.085 [P+B] - DO février 2005-3*

*17 mai 2005 Soc.* **ACCORD COLLECTIF DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE, DÉNONCIATION, REMPLACEMENT PAR UN AUTRE ACCORD PRÉVOYANT DE NOUVELLES MODALITÉS DE RÉVISION DES PENSIONS DE VIEILLESSE, EFFET, AVANTAGE COLLECTIF, NON MAINTIEN.**

- *Rejet, X et a. c/ Société Naphtachimie, pourvois n° 02-46.581 et autres [P+B+R+I] - DO mai 2005-5*

*13 septembre 2005 Soc.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES, CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR, CARENCE DU COMITÉ D'ENTREPRISE, ABSENCE DE SUSPENSION DE LA CONTRIBUTION.**

- *Rejet, Comité d'établissement de l'Association Comité départemental de l'APAJH c/ l'Association, pourvoi n° 04-10.961 [P+B] - DO novembre 2005-12*

*1er mars 2005 Soc.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, DROIT D'ALERTE, EXERCICE, COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT (NON).**

- *Rejet, Comité d'établissement de Plaisir de la société Intertechnique, pourvoi n° 03-20.429 [P] - DO mars 2005-9*

*22 février 2005 Soc.* **CONFLIT COLLECTIF DE TRAVAIL, CHÔMAGE TECHNIQUE, PAIEMENT DES SALAIRES, CONDITION.**

- *Girard et autre c/ Société Elf Atochem, pourvoi n° 02-45.879 [P+B] - DO mars 2005-10*

*30 septembre 2005 Soc.* **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, LOCK-OUT PARTIEL, SALARIÉS NON GRÉVISTES, RÉMUNÉRATION, PAIEMENT, CONDITIONS.**

- *Rejet, Société Atofina c/ Alvelos, pourvoi n° 04-40.193 [P+B] - DO novembre 2005-2*

*4 octobre 2005 Soc.* **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, PAIEMENT DES JOURS DE GRÈVE, CONDITIONS, RÉDUCTION DE LA RÉMUNÉRATION SUBSÉQUENTE.**

- *Cassation partielle, X c/ Société Mazet, pourvoi n° 04-44.775 - DO novembre 2005-3*

*25 mai 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES – REFERE – CONTRAT DE TRAVAIL – CLAUSE DE NON CONCURRENCE – DEFAUT DE CONTREPARTIE FINANCIERE – TROUBLE MANIFESTEMENT ILLICITE – INOPPOSABILITÉ DE LA CLAUSE AU SALARIE.**

- *Société Piejac-Maingret c/ Vessière, pourvoi n° 04-45794 [P+B+R+I] - DO septembre 2005-10*

*4 octobre 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ DE L'INSTANCE, AGS, REFUS DE GARANTIE.**

- *Cassation, X c/ Z ès qualité, pourvoi n° 03-43.744 - DO novembre 2005-8*

*5 juillet 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMME, PROCÉDURE, APPEL INCIDENT, FORME.**

- *Cassation, X et autres c/ Société Strategic, pourvoi n° 02-47.233 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-6*

*13 septembre 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, PARTIE ENTENDUE OU APPELÉE, ABSENCE, SOCIÉTÉ DISSOUTE PAR L'EFFET DE LA CESSION TOTALE DE SES ACTIFS, DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE DE JUSTICE, NÉCESSITÉ.**

- *Antonio et autres c/ Société Groupe Valfond et autres, pourvoi n° 04-42.876 [P] - DO octobre 2005-1*

*1er mars 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ D'INSTANCE, DÉSISTEMENT, EFFET.**

- *Cassation, M. X c/ Société Air Jet, pourvoi n° 02-43.275 [P] - DO mars 2005-12*

*4 octobre 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, UNICITÉ DE L'INSTANCE, CONCILIATION, EFFET, dessaisissement DU JUGE.**

- *Rejet, Société Solnet c/ X, pourvoi n° 03-45.807 - DO novembre 2005-5*

*4 octobre 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, DEMANDE INDÉTERMINÉE, NOTES D'AUDIENCE.**

- *Cassation, Société Loisirs Voyage c/ X, pourvoi n° 03-44.525 - DO novembre 2005-6*

*27 septembre 2005 Soc.* **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, PROCÉDURE, DEMANDE DE REPORT D'AUDIENCE, DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE, OFFICE DE LA COUR D'APPEL, TRANSMISSION DE CETTE DEMANDE AU BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE.**

- *X c/ Société Editions du Piero, pourvoi n° 04-40.617 [P+B+I] - DO novembre 2005-7*

*8 juin 2005 Soc.* **CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE, INAPTITUDE PHYSIQUE DU SALARIÉ, DÉLAI D'UN MOIS APRÈS L'EXAMEN MÉDICAL DE REPRISE DU TRAVAIL,**

*7 juin 2005 Soc.* **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – DENONCIATION – ACCORD DE SUBSTITUTION – CHAMP D'APPLICATION RESTREINT – AVANTAGES INDIVIDUELS ACQUIS.**

• *Union départementale des mutuelles du Puy-de-Dôme c/ Gagnadre, pourvoi n° 04-43652 [P+B] - DO septembre 2005-5*

*8 juin 2005 Soc.* **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, ENGAGEMENT UNILATÉRAL DE L'EMPLOYEUR, AGRÉMENT OBLIGATOIRE DE L'AUTORITÉ DE TUTELLE, ABSENCE, EFFET.**

• *Rejet, X et autres c/ UDAF de Maine-et-Loire, pourvoi n° 02-46.465 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-14*

*16 mars 2005 Soc.* **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, EXTENSION MINISTÉRIELLE, DÉFAUT D'INCIDENCE SUR LE CHAMP D'APPLICATION PROFESSIONNEL, ORGANISATION SYNDICALE D'EMPLOYEURS NON SIGNATAIRE, EFFET.**

• *Syndicat CGT Michelin et autre c/ Société Manufacture des pneumatiques Michelin, pourvoi n° 03-16.616 [P+B+R+I] - DO mars 2005-3*

*13 avril 2005 Soc.* **DÉMISSION DU SALARIÉ, MANIFESTATION NON ÉQUIVOQUE DE VOLONTÉ, NÉCESSITÉ, RECHERCHE D'EMPLOI (NON).**

• *Cassation, Block c/ Gall Heng, liquidation judiciaire de Kapps et autres, pourvoi n° 03-42.467 [P+B] - DO juillet-août 2005-11*

*8 décembre 2004 Soc.* **DÉMISSION DU SALARIÉ, PRÉAVIS, RENONCIATION DU SALARIÉ À SON EXÉCUTION, CONDITIONS. L'exécution du préavis est pour le salarié à la fois une obligation et un droit.**

• *Tom c/ Société Kenty, pourvoi n° 03-40.669 - DO janvier 2005-4*

*15 mars 2005 Soc.* **DISCRIMINATION SYNDICALE, ACCORD COLLECTIF, ENTRETIEN D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE DES SALARIÉS PROTÉGÉS, NON-RESPECT, RÉPARATION.**

• *Rejet, Société Renault c/ Patrick X, pourvoi n° 02-43.560 [P+B+R+I] - DO mars 2005-1*

*4 octobre 2005 Soc.* **DISCRIMINATION SYNDICALE, DÉROULEMENT DE CARRIÈRE, GESTION INDIVIDUALISÉE, CRITÈRES OBJECTIFS ET VÉRIFIABLES, CONTRÔLE DU JUGE.**

• *Cassation, X c/ Manufacture française des pneumatiques Michelin, pourvoi n° 03-45.689 - DO novembre 2005-4*

*26 janvier 2005 Soc.* **DURÉE DU TRAVAIL, TEMPS D'HABILLAGE ET DE DÉSHABILLAGE, RÉMUNÉRATION, CONDITIONS.**

• *Société Connex Nancy c/ Syndicat CGT des trams, pourvoi n° 03-15.033 [P+B] - DO février 2005-1*

*8 décembre 2004 Soc.* **ÉLECTIONS PROFES-SIONNELLES, COMITÉ D'ENTREPRISE, NOMBRE DE MEMBRES, CONVENTION OU ACCORD COLLECTIF, UNANIMITÉ NON NÉCESSAIRE.**

• *Rejet, Fédération nationale des travailleurs de la construction CGT et autres c/ Inéo Com. Ile de France et Nord et autres, pourvoi n° 03-60.508 [P+B] - DO janvier 2005-9*

*8 décembre 2004 Soc.* **ÉLECTIONS PROFES-SIONNELLES, COMITÉ D'ENTREPRISE, RECOURS HIÉRARCHIQUE DEVANT LE MINISTRE DU TRAVAIL, SURSIS À STATUER DU TRIBUNAL D'INSTANCE (NON), DÉCOUPAGE EN ÉTABLISSEMENTS DISTINCTS, RÉPARTITION DES SALARIÉS AU SEIN DES COLLÈGES ÉLECTORAUX.**

• *Rejet, Fédération nationale des travailleurs de la construction CGT et autres c/ Inéo Com. Ile de France et Nord et autres, pourvoi n° 03-60.508 [P+B] - DO janvier 2005-10*

*29 juin 2005 Soc.* **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, CONTRÔLE DANS LES BUREAUX DE VOTE, FRAIS DE DÉPLACEMENT DES DÉLÉGUÉS DE LISTE À LA CHARGE DE L'EMPLOYEUR, CONDITION.**

• *Rejet, C & A France c/ Fédération des employés et cadres FEC-FO, pourvoi n° 04-60.488 [P+B] - DO octobre 2005-4*

*12 janvier 2005 Soc.* **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, DÉLÉGUÉ SYNDICAL, UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES, NOTION.**

• *Société Clemessy et autres c/ Union départementale CFTC du Haut Rhin et autre, pourvoi n° 03-60.477 [P] - DO janvier 2005-12*

*2 mars 2005 Soc.* **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, PROTOCOLE D'ACCORD PRÉÉLECTORAL, INVITATION À NÉGOCIER, DESTINATAIRE.**

• *Cassation, X c/ Société Sodico Expansion, pourvoi n° 04-60.019 [P] - DO mars 2005-8*

*12 avril 2005 Soc.* **ENTREPRISE EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, PROCÉDURE PRUD'HOMALE, MISE EN CAUSE DE L'AGS PAR LE REPRÉSENTANT DES CRÉANCIERS, COURS DE L'INSTANCE PRUD'HOMALE.**

• *Brahim El Fekri c/ Pernaud et autres, pourvoi n° 03-40.573 [P+B] - DO mai 2005-1*

*30 novembre 2004 Soc.* **HARCÈLEMENT, CONTRAT DE TRAVAIL, ACCORD AMIABLE DE RUPTURE, VICE DU CONSENTEMENT, NULLITÉ.**

• *Rejet, EURL Intimité négoce international c/ X, pourvoi n° 03-41.757 [P+B] - DO mars 2005-5*

*21 juin 2005 Crim.* **HARCÈLEMENT MORAL, DÉLIT, ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.**

• *Jean-Noël X, pourvoi n° 04-86.936 [P+F] - DO octobre 2005-5*

*16 mars 2005 Soc.* **HARCÈLEMENT MORAL, MALADIE PROFESSIONNELLE, PRÉJUDICE, RÉPARATION, COMPÉTENCE PRUD'HOMALE.**

• *Buisson et autre c/ Société Carcoop France, pourvoi n° 03-40.251 [P+B+R+I] - DO mars 2005-4*

*29 juin 2005 Soc.* **HYGIENE ET SECURITE – PROTECTION CONTRE LE TABAGISME – INTERDICTION DE FUMER DANS LES LOCAUX A USAGE COLLECTIF – INACTION DE L'EMPLOYEUR – MANQUEMENT A L'OBLIGATION DE SECURITE DE RESULTAT – PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE A L'INITIATIVE DU SALARIE PRODUISANT LES EFFETS D'UN LICENCIEMENT SANS CAUSE REELLE ET SERIEUSE.**

• *ACME protection SARL c/ X, pourvoi n° 03-44.412 [P-B-R-I] - DO septembre 2005-11*

*1er juin 2005 Soc.* **INTÉRESSEMENT, GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE, ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF.**

• *Rejet, URSSAF de Lille c/ Société Creatis, pourvoi n° 03-30.295 [P+B] - DO octobre 2005-7*

*24 mai 2005 Crim.* **1° JURIDICTIONS CORRECTIONNELLES – CITATION – MENTIONS OBLIGATOIRES – 2° TRAVAIL ILLEGAL – TRAVAIL DISSIMULE – DONNEUR D'ORDRE – OBLIGATION DE VERIFICATION – ELEMENT INTENTIONNEL.**

• *Société cabinet Y père et fils A, pourvoi n° 04-86813 [P+F] - DO septembre 2005-4*

*5 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, ABSENCE DU SALARIÉ, ABSENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE, EMPLOYEUR AYANT RENDU IMPOSSIBLE LA POURSUITE DU CONTRAT DE TRAVAIL.**

• *X c/ Société Sous-traitante hôtelière, pourvoi n° 02-44.200 - DO janvier 2005-2*

*7 juin 2005 Soc.* **LICENCIEMENT – CONTRAT DE TRAVAIL – MODIFICATION – NOTION – INSERTION D'UNE CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ – REFUS DU SALARIE – ABSENCE DE FAUTE.**

• *Sonnerat c/ Société Scolarest, pourvoi n° 03-42080 [P+B] - DO septembre 2005-3*

*5 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, RUPTURE D'UN COMMUN ACCORD, EXISTENCE, CONDITION.**

• *Rejet, Agence de développement de l'Alsace c/ X, pourvoi n° 02-42.895 - DO janvier 2005-5*

*25 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, PROPOSITION DE MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL, NOTIFICATION, LETTRE RECOMMANDÉE.**

• *Cassation, Pugnot c/ Société européenne de conseils d'entreprise, pourvoi n° 02-41.819 [P+B] - DO février 2005-6*

*5 avril 2005 Soc.* **LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, PROCÉDURE, ACCORD COLLECTIF DESTINÉ À AMÉLIORER LE PLAN SOCIAL, INTER-PRÉTATION, TRANSACTIONS SUBSÉQUENTES.**

• *X et autres c/ Société CNH France venant aux droits de la Société Case France, pourvois n° 04-44.626 et a. [P+B+R+I] - DO mai 2005-6*

*21 septembre 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, ASSISTANCE D'UN CONSEILLER, PRÉSENCE D'UNE INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL, UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.**

• *Rejet, Société Cibox c/ X, pourvoi n° 03-44.810 [P+B] - DO novembre 2005-11*

*19 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, EMPLOYEUR, QUALITÉ D'UNE PERSONNE POUR LE REPRÉSENTER, DIRECTEUR DU PERSONNEL D'UNE FILIALE.**

• *Cassation, X c/ Société Delachaux, pourvoi n° 02-45.675 [P+B] - DO février 2005-4*

*28 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, ENTRETIEN PRÉALABLE, DÉPLACEMENT, REMBOURSEMENT DES FRAIS.**

• *Cassation, X c/ Société Phytex, pourvoi n° 02-45.971 [P+B] - DO février 2005-5*

*12 janvier 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, CONDITION, PROPOSITION DE MUTATION DANS LE GROUPE AU COURS DE L'ENTRETIEN PRÉALABLE.**

• *SNE Casino de Pau Loisir c/ X, pourvoi n° 02-42.721 - DO janvier 2005-3*

*6 juillet 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, MODE DE PREUVE ILLICITE, FOUILLE D'ARMOIRE.**

• *Cassation, Ratajczak c/ Theetten, représentant des créanciers et commissaire à l'exécution du plan de la Société Bianchi, pourvoi n° 04-42.553 - DO juillet-août 2005-9*

*17 mai 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, FAUTE, PREUVE, LIBERTÉ DU SALARIÉ, OUVERTURE DE FICHIERS PERSONNELS SUR UN ORDINATEUR, CONDITIONS.**

• *X c/ Société Cathnet-Science, pourvoi n° 03-40.017 [P+B+R+I] - DO mai 2005-2*

*20 avril 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE PRÉAVIS, CALCUL, ASSIETTE, HEURES SUPPLÉMENTAIRES.**

• *Cassation, Plekan c/ Bécheret ès qualité et autres, pourvoi n° 04-45.683 [P+B] - DO octobre 2005-8*

*21 septembre 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, NULLITÉ, HANDICAP DU CANDIDAT À L'EMPLOI, DISSIMULATION dolosive DE SON ÉTAT À L'EMPLOYEUR (NON), VISITE MÉDICALE D'EMBAUCHE.**

• *Association Languedoc aides et services c/ Guibal, pourvoi n° 03-44.855 [P+B+I] - DO novembre 2005-13*

*21 septembre 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, MALADIE ET ACCIDENT NON PROFESSIONNELS, LETTRE DE LICENCIEMENT, NÉCESSITÉ DE REMPLACEMENT DÉFINITIF, ABSENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE.**

• *Cassation, X c/ Société Guis Immobilier, pourvoi n° 04-45.552 [P+B] - DO novembre 2005-10*

*28 juin 2005 Soc.* **LICENCIEMENT, PROCÉDURE, DÉLAI DE CINQ JOURS, RENONCIATION PAR LE SALARIÉ, IMPOSSIBILITÉ.**

• *Cassation, X c/ Y, pourvoi n° 02-47.128 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-13*

*10 mai 2005 Crim.* **PRESSE – DELIT DE PRESSE – INJURE ET DIFFAMATION – SITE INTERNET.**

• *X, pourvoi n° 04-84705 [P+F] - DO septembre 2005-9*

*11 janvier 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, AUTORISATION DE TRANSFERT DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL, CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE LA PROPRETÉ, DROIT D'OPTION DU SALARIÉ POUR SON MAINTIEN DANS L'ENTREPRISE SORTANTE, CONDITIONS.**

• *Rejet, Société Renosol Ile de France c/ Gakou, pourvoi n° 03-46.840 [P+B] ; dans le même sens : Soc. 11 janvier 2005, X c/ Société Azur Net, pourvoi n° 02-42.961 [P] - DO janvier 2005-6*

*5 janvier 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, HEURES DE DÉLÉGATION, PRIME DE PANIER, PAIEMENT.**

• *Rejet, Société Colas Rhône Alpes c/ X et autres, pourvoi n° 02-43.620 - DO janvier 2005-8*

*7 juin 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – CONSEILLER PRUD'HOMME – MISE A LA RETRAITE EN L'ABSENCE D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE – INDEMNISATION – REMUNERATION ET AVANTAGES – NOTION.**

• *Enguehard c/ SNCF, pourvoi n° 03-44969 [P+B] - DO septembre 2005-6*

*7 juin 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – CONSEILLER PRUD'HOMME – MISE A LA RETRAITE EN L'ABSENCE D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE – INDEMNISATION – REMUNERATION ET AVANTAGES – CALCUL.**

- *Enguehard c/ SNCF, pourvoi n° 03-44969 [P+B] - DO septembre 2005-7*

*1er mars 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, REPRÉSENTANT DES SALARIÉS À LA LIQUIDATION JUDICIAIRE, LICENCIEMENT, ÉTENDUE DE LA PROTECTION, CANDIDAT À L'ÉLECTION (NON).**

- *Cassation, Société Digital Sound c/ Mme X et autre, pourvoi n° 02-44.293 [P] - DO mars 2005-6*

*1er mars 2005 Soc.* **PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, REPRÉSENTANT DU PERSONNEL, DEMANDES SUCCESSIVES D'AUTORISATION DE LICENCIEMENT, EFFET DE L'AUTORISATION DE LICENCIEMENT NON CONTESTÉE, DÉCISION DE REJET DE LA SECONDE DEMANDE INOPÉRANTE.**

- *Rejet, X c/ Société Federal Mogul, pourvoi n° 03-43.477 [P] - DO mars 2005-7*

*19 octobre 2005 Soc.* **RÉGIME DE PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE, DÉCISION UNILATÉRALE DE L'EMPLOYEUR, ADHÉSION, SALARIÉS ENGAGÉS POSTÉRIEUREMENT, REFUS, IMPOSSIBILITÉ.**

- *Cassation, Association Apave Nord-Ouest c/ X, pourvoi n° 03-47.219 [P+B+R+I] - DO novembre 2005-1*

*20 avril 2005 Soc.* **RESPONSABILITÉ PÉCUNIAIRE DU SALARIÉ, FAUTE LOURDE, NÉCESSITÉ, COMPENSATION.**

- *X c/ Société Honeywell Garett, pourvoi n° 03-40.069 [P+B+R+I] - DO mai 2005-3*

*5 juillet 2005 Soc.* **SALAIRE, CONTRAT DE TRAVAIL, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", OFFICE DU JUGE, EXAMEN D'UNE DISCRIMINATION AU SENS DE L'ARTICLE L. 122-45 DU CODE DU TRAVAIL (NON).**

- *Rejet, Franceschi c/ Caisse Maladie régionale de Provence et autres, pourvoi n° 03-44.281 [P+B] - DO juillet-août 2005-5*

*1er juin 2005 Soc.* **SALAIRE, RÉMUNÉRATION, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, DÉTERMINATION DES DROITS A RÉMUNÉRATION.**

- *Cassation, Société Plastic Services c/ X et autres, pourvoi n° 04-42.143 et autres [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-3*

*21 juin 2005 Soc.* **SALAIRE, RÉMUNÉRATION, PRINCIPE "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL", JUSTIFICATION PAR L'EMPLOYEUR DE LA DIFFÉRENCE DE RÉMUNÉRATION.**

- *X c/ Association gestionnaire de la Crèche Coste-Belle, pourvoi n° 02-42.658 [P+B+R+I] - DO juillet-août 2005-4*

*25 mai 2005 Soc.* **SALAIRE – SMIC – DISTRIBUTION DE DOCUMENTS PUBLICITAIRES – HORAIRES DE TRAVAIL NON CONTROLABLES.**

- *Picquet c/ Adrexo, pourvoi n° 03-44301 [P+B] - DO septembre 2005-8*

*15 mars 2005 Soc.* **SALAIRE, PRESCRIPTION QUINQUENNALE, ÉLÉMENT DE SALAIRE, INDEMNITÉS DE DÉPART ET D'INSTALLATION.**

- *Cassation, Caisse générale de Sécurité sociale de la Réunion c/ Christian X, pourvoi n° 01-44.379 [P+B+R+I] - DO mars 2005-2*

*25 janvier 2005 Soc.* **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DIFFUSION DE TRACTS, MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE, LICÉITÉ, CONDITIONS.**

- *Rejet, Fédération des services CFDT c/ Société Clear Channel France, pourvoi n° 02-30.946 [P+B] - DO février 2005-10*

*12 octobre 2004 Soc.* **TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF, NOTION, PAUSE, TÂCHES DE SURVEILLANCE.**

- *Rejet, Société Atofina c/ 264 salariés, pourvoi n° 03-44.084 [P+B] - DO mars 2005-11*

*14 septembre 2005 Soc.* **TEMPS DE TRAVAIL, PAIEMENT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENTRE 35 ET 39 HEURES, ACCORD D'ÉTABLISSEMENT EXCLUANT L'APPLICATION DES HORAIRES D'ÉQUIVALENCE PRÉVUS PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DE BRANCHE.**

- *Sissoko c/ Société des Hôtels Concorde, pourvoi n° 03-42.465 ; dans le même sens : Jaïbi c/ Société des Hôtels Concorde, pourvoi n° 03-42.466 - DO octobre 2005-2*

*11 janvier 2005 Soc.* **TRANSFERT D'ENTREPRISE, ACCORD COLLECTIF D'ADAPTATION, ABSENCE, AVANTAGES INDIVIDUELS ACQUIS, MAINTIEN, ABSENCE DE DISCRIMINATION ET DE TROUBLE MANIFESTEMENT ILLICITE.**

- *Société IBM c/ X et syndicat CFDT de la métallurgie de l'Hérault, pourvoi n° 02-45.608 [P] - DO janvier 2005-7*

*20 avril 2005 Soc.* **TRAVAIL À TEMPS PARTIEL, COMMUNICATION PAR L'EMPLOYEUR DE LA LISTE DES EMPLOIS DISPONIBLES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 212-4-9 ALINÉA 1 DU CODE DU TRAVAIL, MODALITÉS, UTILISATION DU RÉSEAU INTRANET.**

- *Rejet, Compagnie IBM France c/ x et autres, pourvoi n° 03-41.802 [P+B+R+I] - DO mai 2005-4*

*5 janvier 2005 Soc.* **TRAVAIL À TEMPS PARTIEL, USAGE, INFORMATION SUR LA DÉNONCIATION AUX INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL, FORME.**

- *Rejet, Société Cegelec c/ X, pourvoi n° 02-42.819 [P] - DO janvier 2005-11*

*1er juin 2005 Soc.* **TRIBUNAUX, 1° PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION JUDICIAIRE, ORGANISATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI, ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC (NON). 2° DROIT INDIVIDUEL ACQUIS AU SENS DE L'ARTICLE L. 132-8 DU CODE DU TRAVAIL, DISPOSITION SE RAPPORTANT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL, NATURE COLLECTIVE. 3° HORAIRES DE TRAVAIL N'AYANT PAS UNE NATURE CONTRACTUELLE, NOTIONS, HORAIRE EXPÉRIMENTAL.**

- *Rejet, RATP c/ Syndicat UGICT-CGT RATP et autres, pourvoi n° 04-16.994 [P+B] - DO juillet-août 2005-7*

*28 juin 2005 Civ. 1re.* **TRIBUNAUX, PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION JUDICIAIRE, FONCTIONNEMENT DU SERVICE.**

- *EDF-GDF c/ Comité mixte à la production du centre EDF-GDF, Services Bagneux et autres, pourvoi n° 03-18.500 - DO juillet-août 2005-8*